

Avril 2009

Note du Représentant régional

Je vous souhaite la bienvenue sur cette lettre d'informations du CGAP pour la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MOAN). Le CGAP est heureux de présenter une fois encore les activités et les accomplissements de nos partenaires dans le secteur régional de la microfinance durant la période mai 2008-mars 2009. 2008 a été une année de transition pour le CGAP dans la région : dans le cadre de notre nouvelle stratégie régionale, la plateforme MOAN de Jordanie a fermé ses portes en juin 2008 et notre travail est désormais effectué par le Représentant régional ; Xavier Reille, Directeur régional de l'initiative MOAN du CGAP ; par Michael Tarazi, spécialiste senior des politiques pour le CGAP ; et par un groupe d'experts régionaux.

En dépit de ces changements, la stratégie du CGAP pour la région reste la même : nous travaillons de concert avec les gouvernements pour améliorer les cadres réglementaires de la microfinance, encourager l'innovation – tels les programmes de progression graduée vers le crédit traditionnel et la banque mobile – par l'intermédiaire d'échanges interrégionaux, pour fournir des informations sur les marchés concernant les tendances régionales et pour continuer de collaborer avec les organismes de financement et les bailleurs de fonds pour coordonner les flux de capitaux vers les IMF de la région.

Le CGAP remercie tous nos partenaires du consortium de leur participation active au secteur de la microfinance dans la région MOAN et nous nous réjouissons de poursuivre notre œuvre commune et notre coordination.

Mohammed Khaled,
Représentant régional pour la région MOAN
du CGAP

Calendrier

Conférence annuelle de Sanabel et Forum des autorités de tutelle du CGAP. Le Réseau de la microfinance des pays arabes (Sanabel), l'un des partenaires clés du CGAP dans la région, organise sa sixième Conférence annuelle, « Le Capital humain dans la microfinance : les gens, la passion et la valeur » du 12 au 14 mai à Beyrouth (Liban). Plus de 500 participants sont attendus. Ils assisteront à des présentations sur les tendances régionales et internationales et examineront les obstacles et les opportunités rencontrés par les institutions de microfinance (IMF) dans la région à mesure qu'elles acquièrent une certaine maturité

institutionnelle, diversifient leurs produits, pénètrent sur de nouveaux marchés, découvrent de nouvelles sources de financement et envisagent de se transformer. Pour obtenir des informations, veuillez vous adresser à conference@sanabelnetwork.org ou visiter le site <http://www.sanabelconf.org>.

La conférence de Sanabel sera précédée le 11 mai par un forum des autorités de tutelle d'une journée organisé par le CGAP pour les responsables de la réglementation dans la région. Les participants à cette rencontre entre homologues s'attacheront à identifier et à examiner les obstacles politiques et réglementaires entravant la généralisation de l'inclusion financière dans leurs pays respectifs.

Formation pour les bailleurs de fonds. Dans le cadre de ses efforts permanents de renforcement des capacités de personnel des bailleurs de fonds et des gouvernements dans la région, le CGAP organise son deuxième atelier de formation des bailleurs de fonds à l'échelle régionale en juin 2009 à Amman (Jordanie). Intitulé « *Building Financial Systems for the Poor — How Donors can Make a Difference* » (« Mettre en place des systèmes financiers pour les pauvres : comment les bailleurs de fonds peuvent faire la différence »), cet atelier d'une semaine est destiné au personnel de terrain des organismes de financement et aux représentants des gouvernements. Pour obtenir plus d'informations, veuillez vous adresser à bgahwiler@worldbank.org ou visiter le site <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.1437/> (en anglais).

Activités du CGAP dans la région

Les dernières nouvelles concernant la réglementation dans la région. Le CGAP continue d'apporter son soutien aux efforts de mise en place de réglementations sur l'accès à la finance dans la région. Quelques faits notables récents : la Palestine et la Syrie ont adopté de nouvelles réglementations concernant la microfinance, l'Égypte est en train de rédiger des Règles générales relatives aux sociétés de microfinance (le processus de consultation en cours avec les intervenants de l'industrie débouchera sur la phase de finalisation) et un récent décret jordanien a placé obligatoirement toutes les IMF à but non lucratif sous la supervision du ministère de la Solidarité sociale. Des informations supplémentaires sont disponibles à la section consacrée à chacun des pays mentionnés.

Séminaire de microfinance islamique. En novembre 2008, la SFI et le CGAP ont organisé un séminaire d'une journée à Dubaï pour débattre des

Equipe MOAN

Xavier Reille
Spécialiste principal en
microfinance
xreille@worldbank.org

Mohammed Khaled
Représentant régional
mohammedkh100@yahoo.com

Michael Tarazi
Conseiller senior en politiques
réglementaires
mtarazi@worldbank.org

conclusions de la Note Focus du CGAP sur la microfinance islamique, ainsi que des questions et des difficultés associées à la mise en œuvre d'initiatives de microfinance conformes à la Charia. Le séminaire a réuni environ 40 participants provenant de différentes IMF, de banques islamique et d'organismes bailleurs de fonds qui ont pris une part active aux discussions.

À la suite du séminaire, le CGAP poursuit la discussion avec la Deutsche Bank et des organisations financières islamiques pour élaborer un projet commun de promotion de l'innovation à l'intérieur de modèles durables de développement de la microfinance islamique.

Le site web du Portail de la microfinance arabe. Depuis le démarrage de l'initiative, plus de 300 documents ont été traduits en arabe et sont disponibles en ligne. Chaque mois, environ 32 articles d'information, provenant directement des sites web et des lettres d'information d'organisations de microfinance, de journaux en ligne et de moteurs de recherche sont publiés sur la page d'accueil. En 2008, le nombre des articles affichés dans la section Nouvelles a augmenté de 118 %, le nombre de documents dans la Bibliothèque de 30 %, le nombre d'emplois de 117 % et celui des annonces de manifestations diverses de 78 %. Le nombre de pages téléchargées est passé de 70 000 pages en 2007 à plus de 222 500 pages en 2008. Le nombre d'abonnés à la lettre d'information du Portail arabe a augmenté de 119 %. Le nombre de visiteurs uniques par mois atteint maintenant 6 200. En outre, Sanabel est en train de créer une nouvelle section « Profils de pays », qui permettra aux utilisateurs de trouver les informations sur le secteur financier et de la microfinance, notamment sur la réglementation et les initiatives gouvernementales, au sujet des pays de la région. <http://arabic.microfinancegateway.org/>

Activités des partenaires de la région

Les partenaires de Grameen-Jameel progressent vers leur objectif d'un million de clients. Au 31 décembre 2008, les IMF partenaires de Grameen-Jameel dans le monde arabe comptaient 351 719 nouveaux clients actifs. Grameen-Jameel et ses partenaires se sont donné un objectif d'un million de nouveaux clients actifs d'ici 2011.

À la suite de la conférence de Sanabel en mai 2008, Grameen-Jameel a organisé des sessions de formation sur la titrisation, les conventions bancaires de prêt et le programme *Village Phone* à l'intention de ses partenaires. En novembre, douze participants envoyés par cinq IMF partenaires de Grameen-Jameel ont participé au Programme du dialogue arabe de Grameen au Bangladesh pour comprendre les activités de Grameen sur le terrain.

Le Colloque arabe d'investissement en microfinance (*Arab Microfinance Investment Symposium*). Grameen-Ja-

meel et BlueOrchard ont organisé conjointement le premier Colloque arabe d'investissement en microfinance à Dubaï le 30 novembre 2008, grâce à un financement de la SFI et d'Aramex. Le colloque a réuni 140 investisseurs et responsables d'IMF, y compris le ministre de l'Économie des ÉAU, la Banque centrale des ÉAU, des institutions locales, et des investisseurs institutionnels. Il avait pour objectif d'améliorer le profil de la microfinance pour la faire apparaître comme un placement intéressant aux yeux de la communauté locale des investisseurs. Le Colloque a présenté plus particulièrement les 10 meilleures IMF prêtes à accueillir de nouveaux capitaux dans la région arabe, ces établissements étant situés en Égypte, au Liban, en Jordanie, en Palestine, au Maroc, en Tunisie et au Pakistan, et il comprenait des rencontres directes entre IMF et investisseurs.

Le classement des 100 premières IMF dans le monde selon le MIX. Quarante-huit IMF arabes ont été incluses parmi les 971 IMF étudiées et 27 d'entre elles figuraient parmi les 652 IMF rentables actives dans le monde. Alors qu'elles ne représentent que 4 % de l'échantillon total, les IMF arabes constituent 13 % des 100 meilleures IMF et 20 % des dix premières. Le classement évalue les IMF en fonction de leur capacité à élargir l'accès aux services financiers de façon économique tout en maintenant leur capacité à dégager un bénéfice. La région MOAN (et l'Asie du sud) étaient plus présentes dans les premiers rangs qu'aucune des autres régions dans le classement de 2008. La moitié de toutes les institutions de la région participant à l'enquête se sont classées parmi les 100 premières. Ces IMF se sont distinguées par leurs résultats de croissance vigoureux et du faible coût de leurs services. Les IMF de la région MOAN ont affiché une pénétration supérieure à la moyenne dans au moins deux marchés (la Jordanie et le Maroc) et ont réussi à ramener leurs coûts par emprunteur au-dessous de 60 % des coûts moyens des 100 premières IMF.

Les formations de Sanabel. En 2008, 139 prestataires de formation ont participé aux ateliers de formation de formateurs organisés par Sanabel. Ces responsables de formation ont assuré au moins 67 ateliers de formation et offert plus de 1 300 possibilités de formation pour les praticiens de la microfinance dans huit pays arabes.

Nouvelles par pays

Algérie

Nouvelles des partenaires

Lancement des premiers services financiers conformes à la Charia. À l'aide d'un modèle d'entreprise prestataire de services, FIDES, avec le soutien de GTZ, a mis en place un partenariat avec le bureau local de la banque Al Baraka pour assurer les essais pilotes de deux produits conformes à la Charia : un mécanisme *musharaka* (par-

icipation au capital) et les premiers prêts aux femmes conformes à la Charia (méthodologie de groupe). Les premiers décaissements ont été effectués au troisième trimestre 2008 et les résultats sont prometteurs pour l'instant.

Arabie Saoudite

Nouvelles des partenaires

Étude de marché. La SFI est en train de procéder au recrutement d'experts-conseil pour une étude du marché de la microfinance de façon à évaluer les besoins financiers des microentreprises et des petites entreprises en Arabie Saoudite ainsi que des prestataires de services financiers les desservant à l'heure actuelle.

Bahreïn

Nouvelles des partenaires

Le Bahreïn ouvre la première banque pour les pauvres. Le Bahreïn est devenu le premier État du Conseil de coopération des États arabes du Golfe à créer une banque accordant des facilités de microcrédit aux pauvres. La banque Ibd'a (Créativité) accordera aux Bahreïnais à faible revenu des prêts de faible montant pour démarrer leur propre projet d'entreprise. La banque Agfund, la Housing Bank for Trade and Finance et le secteur privé du Bahreïn ont mobilisé 5 millions de USD pour la capitalisation de la banque. Ibd'a prévoit de venir en aide à 1 000 Bahreïnais la première année et à 5 000 avant la fin de sa deuxième année d'activité.

Égypte

Nouvelles du CGAP

Atelier technologique sur le M-Banking. Le CGAP a organisé le premier atelier de la région MOAN sur la banque à distance au Caire en mai 2008. Le but de l'atelier était de présenter l'expérience mondiale sur le M-Banking et d'identifier des projets pilotes pour la région. L'atelier a été organisé avec le soutien de l'équipe technologique du CGAP et a réuni des responsables de réglementation et des responsables stratégiques, des IMF et des banques parmi les plus innovatrices et plusieurs sociétés technologiques.

Rédaction de Règles générales pour les sociétés de microfinance. Le CGAP a collaboré avec le ministère égyptien de l'Investissement, l'Autorité générale pour l'investissement (General Authority for Investment, GAFI) et l'USAID pour élaborer des Règles générales pour les sociétés de microfinance, une nouvelle catégorie d'institutions financières ne recevant pas de dépôts et placées sous l'autorité de la GAFI (désignée comme l'instance de régulation unique par la loi récemment publiée : *Single Regulator Act*). La version préliminaire des Règles générales pour les sociétés de microfinance sera revue avant la finalisation par un groupe très diversifié d'intervenants actifs au sein de l'industrie.

Nouvelles des partenaires

Les garanties de crédit partielles de Grameen-Jameel.

En juin 2008, Grameen-Jameel a conclu une opération de garantie d'un montant d'1,5 million de USD avec son partenaire l'Association des entrepreneurs de Dakahlyia pour le développement communautaire (*Dakahlyia Businessmen's Association for Community Development – DBACD*) pour obtenir de BNP Paribas Égypte un prêt de 16 millions EGP, avec un effet de levier de 2x. En septembre 2008, Grameen-Jameel a conclu une opération de garantie d'un montant de 2 millions USD avec son partenaire Al Tadamun, avec un effet de levier de 1,5x pour obtenir un prêt de 16,5 millions d'EGP auprès de la Société Générale. Al Tadamun, le premier partenaire de Grameen-Jameel dans la région, a également reçu le prix *Pioneer Award* de Grameen-Jameel et de la Fondation Grameen en novembre 2008 en raison de son succès exceptionnel dans le domaine de la lutte contre la pauvreté au moyen de la microfinance.

Le programme de microfinance de KfW. La KfW (Coopération financière allemande), en collaboration avec le Fonds social égyptien pour le développement (FSD), est en train de mettre en place un programme de microfinance qui, en décembre 2008, avait décaissé des prêts pour un total de 32,1 millions d'EGP en faveur de 10 759 emprunteurs par l'intermédiaire de sept ONG de microcrédit. En février, SFD et KfW ont convenu de prolonger de 12 mois le volet d'assistance technique du projet, soit jusqu'à la fin janvier 2010. Durant cette période de prolongation une attention particulière sera accordée au volet de la garantie.

Étude de marché. La SFI a recruté des experts-conseil pour une étude de marché du secteur de la microfinance de façon à évaluer les besoins financiers des microentreprises et des petites entreprises en Égypte ainsi que les prestataires de services financiers desservant ce marché à l'heure actuelle.

L'Activité de financement de la microentreprise en Égypte. Depuis 2006, l'Activité de financement de la microentreprise en Égypte (EMF), dont le financement est assuré par l'USAID, a collaboré avec des IMF, des prestataires locaux de services, le Réseau égyptien de microfinance et des responsables stratégiques pour mettre en place une industrie de microfinance dont le moteur serait la demande. En 2008, deux des IMF partenaires de l'EMF ont franchi un seuil historique en termes d'envergure de clientèle. L'association des entrepreneurs d'Alexandrie est devenue la troisième IMF égyptienne à franchir le seuil des 100 000 clients. La Fondation LEAD a franchi le seuil des 150 000 clients, une taille de clientèle atteinte par environ 70 IMF dans le monde. L'EMF a collaboré avec LEAD, l'ABA et d'autres IMF partenaires pour achever des plans stratégiques sur trois ans et recevoir des rapports d'audit et des notations externes.

Mise à jour de la Carte des programmes de microfinance. L'EMF, en coopération avec le Réseau égyptien de la microfinance (EMFN), a commencé de produire la deuxième version de la Carte des programmes de microfinance à la fin du mois de juin. Les IMF ont demandé la révision semestrielle de la Carte des programmes, ce qui les aidera à mettre à jour leurs stratégies et leurs plans de commercialisation étant donné le rythme de croissance de leur activité. La version mise à jour inclura l'envergure de l'activité des IMF au niveau du district et par produits. Les données relatives à la demande seront également mises à jour, grâce à la publication récente du recensement final de 2006.

Protection des consommateurs de microfinance. L'EMF et Freedom From Hunger ont entrepris une étude de marché dans le but d'identifier les questions associées aux droits et responsabilités des clients de microfinance en Égypte, l'objectif étant d'adapter au contexte égyptien le manuel de formation actuel sur l'éducation financière. Cette recherche comportait des discussions de groupe de réflexion avec des clients de microfinance et des entretiens détaillés avec des personnels d'IMF, du ministère de la Solidarité sociale et des conseils juridiques. Cette étude a indiqué qu'en général, les IMF respectent la confidentialité des informations concernant leurs clients, communiquent de façon transparente à leurs clients toutes les conditions de prêt, les traitent avec respect et assurent des services de qualité. À partir des données recueillies sur le terrain, l'EMF a introduit des changements au sein du module de formation sur la protection des consommateurs et a organisé deux sessions pilotes de formation, l'une pour les clients demandant un prêt individuel et l'autre pour les clients concernés par le prêt de groupe. L'EMF a ensuite participé à un atelier d'évaluation en Ouganda durant lequel des représentants de l'Ouganda et des Philippines qui s'étaient livrés à une recherche similaire ont communiqué à Freedom from Hunger les conclusions de leurs travaux de recherche pratique. Freedom from Hunger procèdera à la finalisation du module de formation et des adaptations régionales et s'associera aux réseaux régionaux pour diffuser la formation aux niveaux régionaux en 2009.

Iraq

Nouvelles des partenaires

La Composante de microfinance de Tijara/USAID en Iraq. À la fin de sa première année d'activité, la Composante de microfinance de Tijara a annoncé que ses 11 IMF partenaires fournissent des services financiers à 41 700 clients et administrent un portefeuille de prêts en cours de 59,7 millions d'USD, soit une progression de 64 % en nombre de clients et de 78 % en volume sur une période de treize mois. En janvier 2009, toutes les IMF ont atteint, ou sont près d'atteindre l'autosuffisance opérationnelle et administrent 49 bureaux dans tout l'Iraq.

Jordanie

Les nouvelles du CGAP

Accès à la finance, le microcrédit et la banque à distance dans le royaume hachémite de Jordanie. À la demande du ministère du Planning et de la Coopération internationale (MoPIC), le CGAP a effectué une étude de diagnostic pour analyser le cadre réglementaire concernant l'accès à la finance et soutenir les efforts du gouvernement de Jordanie en faveur de l'élargissement maximum du secteur financier. En novembre 2008 une mission a examiné la situation du secteur de la microfinance et les cadres juridiques et réglementaires existant pour les activités de microcrédit, ainsi que les plans du gouvernement et les programmes de bailleurs de fonds ayant pour objectif d'augmenter les services de microcrédit. L'étude de diagnostic concernait également la banque à distance, et MoPIC a organisé à ce sujet un séminaire d'une demi-journée destiné aux opérateurs de téléphonie mobile, aux IMF et aux représentants des pouvoirs publics. L'étude de diagnostic de la Jordanie est disponible sur le site http://www.cgap.org/gm/document-I.I.I304/Jordan_Diagnostic_Report_2009.pdf (en anglais).

Nouvelles des partenaires

Financement du secteur de la microfinance par l'État espagnol. En décembre 2008, l'Agence espagnole pour la coopération internationale (AECID) a signé un accord de millions d'euros avec l'IMF *Microfund for Women*. Ce financement s'ajoute à une subvention de 9 millions d'euros accordée par l'Espagne à deux institutions de microfinance jordaniennes début 2008. Le soutien accordé par l'AECID est conforme aux objectifs du gouvernement visant à soutenir le secteur du microcrédit et la Stratégie nationale pour la microfinance.

Signature d'un accord de coopération avec la SFI. En décembre 2008, MoPIC et la SFI ont signé un accord de coopération définissant la formation d'un partenariat destiné à renforcer le cadre réglementaire des renseignements sur le crédit et à encourager la création d'un secteur actif de centrales de risque en Jordanie. Grâce à cet accord, la SFI collaborera avec le ministère de l'Industrie et du commerce pour rédiger et adopter une nouvelle législation qui régulera le partage des renseignements sur le crédit et sensibilisera les intervenants à l'importance de la communication en matière des informations de crédit.

MoPIC consacre 1 million de JD au financement de projets de petite taille dans des enclaves de pauvreté. MoPIC a accordé officiellement une subvention d'un million de JD au Fonds pour le développement et l'emploi (DEF) qui permettra au DEF d'offrir l'accès aux services financiers à des personnes vivant dans des enclaves de pauvreté et souhaitant lancer des projets de petite envergure.

Cérémonie de remise des prix aux microentrepreneurs par CitiGroup et la Fondation du Jourdain. Sa Majesté

la Reine Rania Al-Abdullah a député le Ministre du Planning et de la coopération internationale, Suhair Al-Ali, qui a remis les prix des entrepreneurs *CitiMicro* pour l'année 2008, durant une cérémonie organisée en novembre. Ces prix, qui sont parrainés chaque année par CitiGroup en coopération avec la Fondation du Jourdain, visent à souligner le rôle actif joué par la microfinance pour l'accès à la finance des personnes défavorisées. Cette initiative a également pour objet de récompenser les efforts et le succès de microentrepreneurs individuels.

Code de déontologie des institutions de microfinance.

En septembre 2008, MoPIC a lancé le Code de déontologie à l'intention des IMF. Cette entente est issue des efforts communs exercés par les IMF exerçant leurs activités sur le marché et elles ont toutes convenu de ses dispositions régissant les relations établies entre clients et personnels et avec les instances concernées des pouvoirs publics. Ce code s'appuie sur des principes de professionnalisme, de transparence, de responsabilité et d'engagement, et il met en valeur le triple objectif de résultat des IMF : financier, social et environnemental.

Signature d'un accord de financement par l'Agence française pour le développement (AFD) destiné aux secteur de la microfinance.

En juin 2008, l'AFD a sélectionné la Société Générale qui a reçu un financement à long terme en euros qu'elle doit mettre à la disposition de deux IMF sous forme de prêts en devise locale (Tamweelcom et MEMCC). Il est prévu que ces fonds aident ces IMF à élargir leur portée géographique aux régions pauvres dans tout le Royaume et à créer de nouveaux produits et services de microfinance. Cet accord s'inscrit également dans les initiatives adoptées par le Gouvernement jordanien pour soutenir le secteur de la microfinance et augmenter la portée des services assurés par les IMF aux pauvres.

Liban

Nouvelles des partenaires

Étude de diagnostic sur la microfinance. Dans le cadre d'un partenariat avec la SFI et avec le soutien du CGAP, Grameen-Jameel a publié son étude sur la demande pour les services de microfinance au Liban. Elle s'intitule : « *Lebanon: A Diagnostic Study on the Demand for Financial Services by Micro and Small Enterprises* » (Le Liban : une étude de diagnostic sur la demande pour les services financiers de la part des microentreprises et des petites entreprises) et conclut que les sources de financement en existence ne parviennent à répondre qu'à 11,5 % de la demande. Elle raisonne qu'il est possible d'améliorer l'accès à la finance des micro et petites entreprises en développant et en modernisant les IMF existantes, sans qu'il soit besoin de créer de nouvelles institutions spécialisées.

Un atelier de planification stratégique pour Al Majmoua. En décembre, Grameen-Jameel a achevé un atelier de planification stratégique avec Al Majmoua. Al

Majmoua projette une croissance importante sur les cinq ans à venir et a entamé un dialogue avec les banques commerciales locales pour avoir accès à de nouvelles sources de financement.

Maroc

Nouvelles du CGAP

Analyse du secteur de la microfinance. À la demande d'IMF marocaines, le CGAP s'est associé à la SFI pour effectuer en octobre 2008 une mission d'analyse de la situation du secteur de la microfinance en examinant plus particulièrement le problème de l'augmentation des impayés. La crise des impayés au Maroc semble circonscrite à quelques IMF et ne semble pas liée aux crises alimentaire et financière qui sévissent à l'échelle mondiale. En conséquence, plusieurs acteurs de l'industrie, dont les IMF elles-mêmes, la SFI et JAÏDA, prennent des mesures pour limiter les impayés et le surendettement des clients de façon à assurer une croissance plus durable.

Nouvelles des partenaires

JAÏDA augmente sa capitalisation. En janvier 2009, les fonds propres de JAÏDA, le fonds marocain de refinancement pour les IMF, ont augmenté de 100 millions de MAD pour atteindre désormais 300 millions de MAD. La pondération des actionnaires d'origine a été conservée : 45 % pour la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc ; 25 % de participation fiduciaire par KfW dans le cadre de la Coopération financière allemande ; 20 % pour la Caisse des Dépôts et de Consignation (France) et 10 % pour l'Agence Française de Développement (AFD). Fin 2008, JAÏDA avait finalisé des contrats de prêt avec 5 des 13 IMF actives sur le marché marocain. Des contrats supplémentaires sont en cours de négociation. JAÏDA est en outre devenue une plateforme de coordination importante au sein de la microfinance marocaine.

Atelier sur la gouvernance. LA SFI a organisé un atelier d'une journée au Maroc en octobre 2008 avec pour objectif d'informer les membres de conseils d'administration et les dirigeants d'IMF de l'importance de la gouvernance et de leur présenter les pratiques optimales internationales en la matière. Les IMF ont fait part de leur expérience dans le domaine de l'adoption de pratiques appropriées de gouvernance.

Notations selon les critères sociaux. LA SFI a recruté des experts-conseil chargés de noter selon des critères sociaux trois de ses clients : deux au Pakistan (Tameer Microfinance Bank et First Microfinance Bank) et un au Maroc (Al Amana).

Fondation Zakoura. Grameen-Jameel a passé contrat en janvier 2009 avec Shorebank pour venir en aide à Zakoura à la suite de problèmes d'impayés au sein de son portefeuille. Une assistance de suivi sera fournie à Zakoura et au secteur marocain de la microfinance. Une

importance particulière sera accordée à la gouvernance des organisations, aux changements organisationnels, à la gestion du risque et aux ressources humaines.

Palestine

Nouvelles des partenaires

Nouveau partenaire de Grameen-Jameel, le Comité de Secours de l'Agriculture Palestinienne (PARC). En décembre 2008, Grameen-Jameel a rajouté le PARC au nombre de ses partenaires, ce qui en fait son premier partenaire en Palestine. Créée en 1983 la mission de l'ONG est axée sur le développement rural intégré. Il assure une assistance technique au bénéfice des agriculteurs, la création et le soutien de groupes ruraux d'épargne et de crédit et d'autres activités d'assistance au secteur agricole. En 2000, il a formé une union de ses coopératives de crédit et d'épargne et a formalisé les procédures et les réglementations relatives à l'emprunt et à l'épargne. Les membres du PARC constituent collectivement la deuxième plus importante IMF en Palestine et se répartissent entre la Cisjordanie et Gaza. Le premier projet d'assistance du PARC effectué par Grameen-Jameel a débuté en janvier : il s'agit d'une mission de conseil sur place d'une durée de six mois consistant à fournir un soutien opérationnel aux coopératives de crédit et d'épargne du PARC. Depuis 2006 Grameen-Jameel offre un soutien à l'activité du PARC de multiples façons : élaboration d'un plan stratégique visant à atteindre 50 000 clients, subventions de participation à des conférences régionales sur la microfinance, financement de la participation du PARC au Dialogue arabe organisé en 2008 par Grameen au Bangladesh.

Conclusion du programme SMART. En septembre 2008, l'Académie pour le développement de l'Éducation (ADE) a achevé la mise en place du programme SMART financé par l'USAID (*Small and Microfinance Assistance for Recovery and Transition*) en Cisjordanie et à Gaza. Entre mai et septembre 2008, le programme SMART a fourni à deux IMF une assistance technique qui leur a permis d'offrir un nouveau produit de prêt et de desservir 1 000 clients supplémentaires ; a parrainé des études sur l'assurance agricole, la banque à distance, le crédit agricole et la mobilisation de l'épargne ; a réalisé une étude de faisabilité sur la possibilité pour la Banque de Palestine d'offrir des produits à une clientèle plus défavorisée ; a donné un soutien à CHF International pour former des banques commerciales sur le prêt aux PME ; et , a financé la mise en place d'un système de gestion d'information pour trois IMF palestiniennes.

Démarrage du programme ESAF. À partir d'octobre 2008, l'AED a démarré le programme ESAF (*Expanded and Sustained Access to Financial Services*), une initiative de développement du secteur financier sur trois ans, financée par l'USAID. Le programme ESAF fonctionnera à tous les niveaux du secteur financier pour offrir des services de crédit, d'épargne et d'assurance en Cis-

jordanie à au moins 35 000 nouveaux clients et pour augmenter de plus de 100 millions de USD le volume des prêts offerts par les institutions financières partenaires. Entre octobre 2008 et février 2009, le programme ESAF a conclu des accords avec deux banques commerciales, Al Rafah Microfinance Bank et la Banque de Palestine, dans le but d'offrir des crédits à 10 000 microentreprises supplémentaires, pour un montant estimé à plus de 20 million d'USD. Il a également signé un accord avec deux IMF portant sur la planification stratégique et les changements opérationnels qui augmenteront leur capacité à mobiliser des capitaux commerciaux, et il a négocié un accord avec CHF International pour élargir son programme de formation et d'assistance technique destiné aux banques partenaires, ce qui, par effet de levier, procurera 150 millions d'USD de prêts aux PME de Cisjordanie et de Gaza.

Syrie

Nouvelles des partenaires

La First Microfinance Institution Syria (FMFI-S). En décembre 2008 un accord de souscription définissant un investissement en capital a été signé entre KfW et la FMFI, la SFI et la FMFI, la BEI et la FMFI. La contribution dans le cadre de la Coopération financière allemande comprend à l'heure actuelle une participation fiduciaire de KfW au capital de la FMFI-S, pour un montant maximum de 2 millions d'EUR (sa part de capital ne peut dépasser 25 %) et une subvention de la Coopération financière allemande d'un montant de 2,5 millions d'EUR. Ces subventions sont destinées à financer l'activité de microfinance de la FMFI-S et à couvrir le coût d'investissement dans la construction de deux nouvelles agences (coûts de démarrage). Cette mesure doit être appliquée en coopération avec d'autres bailleurs. La SFI s'est engagée à fournir un investissement en capital de 3,5 millions d'USD en janvier 2009 et la BEI une participation au capital de 2 millions d'EUR. En octobre 2008, Grameen-Jameel a conclu une opération de garantie d'un montant de 2,7 millions d'USD avec la FMFI-S, qui lui a permis d'obtenir 140 millions de SYP en prêts de Bank Audi. Le fondateur et principal actionnaire de la FMFI est l'Agence de l'Aga Khan pour la microfinance. Le nouveau financement servira à fournir des prêts à presque 2 700 nouveaux clients. La FMFI a déposé auprès de la Banque centrale de Syrie (BCS) une demande d'augmentation de capital qui permettra aux nouveaux actionnaires (KfW, la SFI et la BEI) d'acquérir leurs parts. La mission de la FMFI-S est d'offrir des produits de microfinance et autres services associés aux microentreprises et petites entreprises, de façon à assurer le développement et l'expansion de leurs activités commerciales.

Étude de diagnostic sur la microfinance. En partenariat avec la SFI et avec le soutien du CGAP, Grameen-Jameel a publié la version officielle d'une étude sur la demande de services de microfinance en Syrie. Elle s'intitule : « *Syria: Microfinance Market Assessment* » (Syrie : une

évaluation du marché de la microfinance) et conclue qu'environ 70 % des microentreprises et des petites entreprises existantes n'ont pas accès aux sources de capitaux et qu'il existe au moins 315 000 clients de microfinance potentiels en Syrie.

Tunisie

Nouvelles des partenaires

Enda-interarabe. Grameen-Jameel est en train de finaliser le déploiement de Mifos au sein d'Enda. Mifos est une plateforme centralisée de gestion de l'information offrant une interface internet accessible par navigateur. Enda, la première IMF de la région MOAN à déployer cette plateforme à code ouvert, utilise désormais Mifos en production pour administrer 52 agences et 100 000 clients. Le déploiement au sein de toutes les agences d'Enda et la migration de toutes les données devraient être achevés durant le deuxième trimestre de 2009.

Yémen

Nouvelles du CGAP

Programme pilote de sortie progressive de la pauvreté.

Le CGAP a signé un protocole d'entente avec le Fonds social pour le développement du Yémen (FSD) et le Fonds pour l'Aide sociale (SWF). Il comportait un plan d'action concernant un projet pilote au Yémen qui associe programmes de protection sociale et services de microfinance de façon à aider les plus pauvres à progresser hors d'une situation d'insécurité alimentaire chronique. Le projet pilote cible environ 1 000 foyers et comprend un programme de protection sociale, une formation sur les activités génératrices de revenu, un produit d'épargne et un produit de crédit. Il fait partie d'une initiative globale lancée par le CGAP et la Fondation Ford. Le CGAP a chargé le BRAC de fournir l'assistance technique du projet. Le directeur de projet et trois responsables ont été recrutés et visiteront le site de programmes similaires du BRAC. Il est prévu que la phase concrète du projet débute en mars 2009.

Nouvelles des partenaires

Le gouvernement du Yémen promulgue une nouvelle loi sur la microfinance bancaire.

La loi n° 15/2009 sur la microfinance bancaire a été adoptée le 6 avril 2009. Outre l'organisation des activités de microfinance des sociétés financières, la loi ouvre la porte à la mobilisation de la micro épargne volontaire et n'impose pas de plafonnement des taux d'intérêt. Une nouvelle loi a également été adoptée pour modifier une loi de 1996 régissant les banques islamiques.

L'assistance technique à la Banque centrale. En novembre 2008, GTZ a entrepris une nouvelle initiative de promotion du secteur de la microfinance au Yémen. Les mesures prévues comprennent le renforcement du cadre légal et réglementaire, le soutien à la création d'un système d'informations sur le crédit ainsi que l'offre d'une

assistance technique à la banque Al Amal. Pour l'instant, le personnel du service de supervision de la banque centrale a reçu une formation sur des thèmes essentiels de la microfinance. La coopération allemande prévoit que la promulgation de la nouvelle loi marquera une étape importante pour le développement de la microfinance au Yémen.

Le SMED-FSD au Yémen. En octobre 2008, la section du Développement des petites entreprises et des microentreprise (SMED) du Fonds social pour le développement (FSD) a organisé avec Sanabel un cours de formation à l'analyse financière, destiné à 19 salariés provenant de différents programmes et IMF. En août et en novembre, le SMED-FSD a organisé les « journées de la petite entreprise et de la microentreprise » à Taiz City et à Aden pour promouvoir les services offerts par les IMF au Yémen et pour donner aux clients des IMF l'occasion de présenter et de vendre leurs produits au public. En novembre, le SMED-FSD a également procédé au lancement de sa première publication, une brochure intitulée « *Small and Microentreprise Development au Yémen* » (Le développement des petites entreprises et des microentreprises au Yémen) pour contribuer à diffuser dans différents secteurs des informations au sujet de la microfinance. En août et en novembre le SMED-FSD a organisé la deuxième et la troisième réunions du comité de direction sur la stratégie nationale de microfinance : elles avaient pour objectif d'examiner le plan de travail portant sur la création de la stratégie et de la promotion de coopération entre tous les acteurs participant à la mise en œuvre.

Etude de FSD portant sur les différences dues au sexe dans le domaine de la microfinance.

Le Fonds social pour le développement a utilisé un financement du KfW pour publier une étude portant sur les différences dues au sexe dans le domaine de la microfinance. Cette étude avait été réalisée entre avril et juin 2008 par deux experts-conseil internationaux. L'étude – la première de ce type au Yémen – identifie les préférences et les perceptions des clients au sujet de la microfinance, ainsi que la mesure dans laquelle elle répond à leurs besoins. Son objectif est de fournir au FSD et à ses IMF partenaires des informations qui pourront leur servir à améliorer et à étendre leurs opérations, à augmenter leur base de clientèle et à exercer un impact plus prononcé sur la pauvreté. Entre autres conclusions l'étude révèle que, dans l'ensemble, les femmes ne sont pas très attirées par les formations techniques, mais qu'elles veulent recevoir des services de formation pour développer leurs activités commerciales telles que l'éducation financière, le marketing et le développement des produits, et, dans une certaine mesure le renforcement et la mise à jour des compétences. L'analyse de la qualité et de la variété des produits de microfinance offerts aux femmes indique que les produits existants ne sont pas suffisamment diversifiés pour répondre aux besoins de financement présentés par des entreprises qui sont, pour la plupart, de très petite taille et installées à l'intérieur du foyer. Il est possible

de télécharger l'étude depuis le site http://sfd-yemen.org/smed/english/Gender_Study.doc. (en anglais).

Projet de réseau national de la microfinance. En septembre, le gouvernement yéménite, le ministère du Planning et de la coopération internationale, représenté par le Fonds social pour le développement, et le PNUD ont signé une convention de projet créant le Réseau national de la microfinance au Yemen. Le réseau offrira un soutien technique aux institutions et programmes de microfinance, ainsi que des services tels que la formation du personnel, des études de marché, des initiatives d'évaluation d'impact et de transparence. Il contribuera à l'accès à l'information et diffusera des renseignements sur les normes de l'industrie parmi ses membres.

Les nouvelles initiatives de recherche et les nouvelles publications du CGAP

L'enquête du CGAP sur les bailleurs de fonds en microfinance pour 2008. Dans le but d'améliorer la transparence des flux de financement dans l'industrie de la microfinance, le CGAP effectue chaque année une enquête auprès des bailleurs de fonds en microfinance. Les instantanés régionaux produits par l'étude montrent que la région du Moyen-Orient/Afrique du nord (MOAN) reçoit 7 % du montant total des enveloppes de microfinance pour la microfinance dans le monde, soit 874 millions d'USD sur 11,6 milliards d'USD. La majorité des fonds promis à la région (76 %) sont alloués aux institutions de détail. Le Maroc et l'Égypte bénéficient de la plus grande partie du financement, le Maroc recevant à lui seul plus de 300 millions d'USD. La plus grande partie du financement est accordée sous la forme de prêts (67 %), les subventions représentant 18 %, les garanties 12 % et les participations au capital 3 %. Parmi toutes les régions du monde, c'est la région MOAN qui a bénéficié de l'augmentation la plus importante des concours offerts à la microfinance entre 2006 et 2007 : sa part est passée de 96 millions d'USD à 365 millions d'USD, soit un bond de 192 %. Il est possible de télécharger l'instantané sur les flux de capitaux de financement pour la région Moyen-Orient/Afrique du nord depuis le site web du CGAP à <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.1426/> (en anglais).

L'enquête 2008 du CGAP sur les véhicules d'investissement en microfinance (VIM). Le CGAP a publié les principales conclusions de son enquête de 2008 sur les véhicules d'investissement en microfinance (VIM). Elle analyse l'évolution des opportunités en microfinance pour les investisseurs. En septembre 2008, le CGAP avait identifié 91 VIM réellement actifs à cette date. Ils disposaient d'un montant total d'actifs sous gestion (ASG) atteignant 5,4 milliards d'USD. Cinquante-huit de ces 91 VIM ont été examinés par le CGAP et le total de leurs actifs atteignait 4,7 milliards d'USD. L'enquête révèle une augmentation du total moyen des actifs administrés par les VIM, qui est passé de 66 millions d'USD en 2006 à 81 millions d'USD en 2007. Bien que les prêts demeurent le placement préféré des VIM (ils représentent 78 %

Le Yemen crée First Bank for the Poor. La banque de microfinance Al-Amal, qui a été créée par la loi (23) en 2002 et qui était la première banque de microfinance au Yemen, a démarré son activité officiellement le 1er janvier 2009. La banque a vu le jour grâce aux efforts du gouvernement yéménite représenté par le Fonds social pour le développement (FSD) et du Programme du Golfe arabe pour les Organisations de Développement des Nations Unies (AGFUND) et grâce aux contributions du secteur privé. La banque Al-Amal a démarré avec 4 agences à Sanaa et prévoit de desservir l'ensemble du pays d'ici à cinq ans et d'atteindre 100 000 emprunteurs actifs. Fin mars 2009, Al-Amal comptait 742 emprunteurs actifs et gérait un portefeuille de presque 245 000 USD, et elle avait reçu environ 40 000 USD en dépôt de 1 285 épargnants actifs.

du portefeuille total de la microfinance), les prises de participation ont augmenté de 95 % en 2007 par comparaison avec 2006. Il est possible de télécharger l'ensemble des conclusions de l'étude à partir du site web du CGAP : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.26.1430/> (en anglais)

La microfinance islamique, un créneau du marché. En août 2008, le CGAP a publié une Note Focus intitulée « *Islamic Microfinance: An Emerging Market Niche?* » (La microfinance islamique : apparition d'un nouveau créneau sur le marché ?) qui offre une vue générale de l'état actuel du secteur islamique de la microfinance et identifie les obstacles à sa croissance. Cette note Focus, disponible en anglais, en arabe et bientôt en français, comptait parmi les cinq publications les plus téléchargées du site du CGAP en 2008. Elle est disponible sur le site <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.9.5029/>. (à paraître bientôt en français)

Taux d'intérêt : les pauvres sont-ils exploités ? La toute dernière Étude spéciale du CGAP, intitulée « *The New Moneylenders: Are the Poor Being Exploited by High Microcredit Interest Rates?* » (Les nouveaux usuriers : les pauvres sont-ils exploités par les taux d'intérêt élevés pratiqués par le microcrédit ?) examine les craintes selon lesquelles les taux d'intérêt élevés pratiqués par le microcrédit ne sont pas justifiables. Elle conclut que les données disponibles à l'heure actuelle ne semblent pas démontrer la validité de ces craintes. Le rapport arrive à la conclusion que, même si quelques institutions facturent effectivement des taux qui semblent élevés sans raison, la plupart des taux d'intérêt paraissent raisonnables au vu des coûts encourus par les IMF. Les taux de microcrédit ont baissé de 2,3 % chaque année depuis 2003, une baisse nettement plus rapide que celle des taux pratiqués par les banques. Les coûts administratifs ont également baissé parallèlement aux profits réalisés par les prêteurs : les économies sont répercutées sur les emprunteurs. Dans la région MOAN, les rendements dus aux intérêts ont diminué de 3,9 % entre 2003 et 2006, une baisse parallèle à celle de 3,1 % observée au niveau des coûts d'exploitation (en pourcentage du portefeuille brut de prêt) et une diminution du bénéfice après impôts égale à 1,7 %. Cette Étude spéciale peut être téléchargée sur le site web <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.9.9534/> (en anglais, à paraître en français).